

Drogues, enjeux internationaux



L'AFRIQUE DE L'OUEST : UNE ZONE REBOND DE LA COCAÏNE DESTINÉE AU MARCHÉ EUROPÉEN

Christophe Champin*

Depuis le milieu des années 2000, l'Afrique – et en particulier l'Afrique de l'Ouest – est devenue une zone de transit importante de la cocaïne latino-américaine. Alors qu'entre 1998 et 2003 les saisies moyennes pour l'ensemble du continent s'élevaient, selon l'ONU DC (Organisation des Nations unies contre la drogue et le crime), à 0,6 tonne par an, l'année 2004 marque une inflexion majeure, avec une multiplication par cinq des saisies (3,6 tonnes). Leur point culminant est atteint en 2007 avec près de 6 tonnes [1]. Si, paradoxalement, depuis, les saisies ont chuté (1 tonne en 2009), tous les experts s'accordent à dire que cette baisse est davantage due à un changement de mode opératoire des trafiquants, qui parviennent à déjouer les contrôles, qu'à un désintérêt pour le continent africain. Les premiers chiffres disponibles pour l'année 2011 semblent d'ailleurs le confirmer. Outre une saisie de 1,5 tonne au Cap-Vert, 1,4 tonne de cocaïne destinée au Bénin a été interceptée, tandis que, en amont de leur arrivée en Afrique, 480 kg à destination du Nigeria ont été saisis au Brésil au cours de la même année [2].

Cette montée en puissance de l'Afrique subsaharienne comme lieu de passage de la cocaïne est directement liée à l'évolution du marché mondial de cette drogue. La chute de l'usage de cocaïne aux États-Unis a entraîné un déclin marqué du marché américain¹. Tout en le considérant toujours comme un débouché majeur – les États-Unis demeurent le premier marché de la cocaïne au monde –, les organisations criminelles

colombiennes et mexicaines ont exploré de nouveaux débouchés, et notamment l'Europe, qui talonne désormais l'Amérique du Nord.

■ Une zone propice au trafic

La cocaïne est quasi exclusivement produite en Colombie, au Pérou et en Bolivie. Pour arriver en Europe, la plus grande partie de la drogue emprunte la route transatlantique par la voie maritime (du porte-conteneurs aux voiliers de plaisance en passant par le sous-marin) afin d'accéder aux grands ports de l'Europe du Nord (Rotterdam, Anvers) et du Sud (Barcelone, Marseille, Gênes) [3]. Mais l'Afrique s'est petit à petit imposée comme une des routes alternatives. Face au renforcement des dispositifs de lutte contre le trafic de stupéfiants mis en place par l'Union européenne², les organisations latino-américaines ont cherché à diversifier les

* Auteur d'*Afrique noire, poudre blanche*, journaliste à Radio France internationale.

1. Entre 1982 et 2008, le nombre d'usagers dans l'année de cocaïne est passé de 10,5 à 5,3 millions, tandis que la valeur monétaire en dollars constants du marché chutait sur la même période de 135 milliards à 35 milliards de dollars. *World Drug Report 2009*, ONU DC.

2. Notamment le MAOC-N (Maritime Analysis and Operations Center for narcotics), centre opérationnel d'analyse du renseignement maritime pour les stupéfiants, créé en 2007, fondé sur la coopération des agences antidrogues de l'Union européenne et des États-Unis.

EN PRÉAMBULE

Ce quatrième numéro de *Drogues, enjeux internationaux* est consacré à un thème d'actualité toute particulière pour l'Afrique de l'Ouest et l'Europe : l'installation et la pérennisation de réseaux criminels transnationaux sur le continent africain en vue d'en faire une zone rebond majeure de la cocaïne destinée au marché européen. Si ce phénomène n'est pas nouveau, puisqu'il remonte à une dizaine d'années, les proportions qu'il prend ne laissent pas d'être inquiétantes et engendrent de fortes externalités négatives.

En matière de gouvernance régionale d'abord, puisque l'argent engendré par le trafic de cocaïne ne fait qu'aggraver les problèmes latents de corruption qui touchent de nombreux pays de la région et qu'il contribue aussi au renforcement d'acteurs susceptibles de défier les États comme la communauté internationale. Les événements qui ont lieu actuellement au nord du Mali où l'on assiste à une collusion entre des groupes djihadistes et des criminels de droit commun en fournissent une illustration édifiante.

Ensuite, en termes de santé publique, puisque l'Afrique de l'Ouest est en train de devenir une zone de consommation de drogues illicites importante, avec le développement de l'usage de cocaïne, de crack et de méthamphétamine. L'Europe et la France auraient tort de ne voir dans tous ces phénomènes que des événements lointains. À l'heure de la mondialisation, l'Afrique de l'Ouest est en effet devenue, peu ou prou, une porte d'entrée des flux d'échanges humains et marchands qui relient les deux continents. Si cette région fait montre d'un dynamisme et d'une créativité hors pair grâce notamment à sa jeunesse, elle n'en demeure, pas moins vulnérable face à des organisations criminelles transnationales aguerries sur d'autres terrains qui, cyniquement, voient en ces contrées une opportunité de profits importants et rapides.

Nacer Lalam
INHESJ
membre du Collège scientifique de l'OFDT

voies d'acheminement. Dans ce contexte, l'Afrique de l'Ouest présentait plusieurs avantages : sa proximité géographique avec l'Europe et la présence de structures étatiques fragiles facilitant l'implantation des organisations criminelles. Au reste, cette région était également, depuis les années 1980, un point de passage important pour l'héroïne acheminée depuis l'Asie du Sud par les réseaux nigériens [4]. L'Afrique de l'Ouest, où la consommation de stupéfiants est encore à ce jour très faible (Cf. page 4), s'est en revanche imposée comme une zone privilégiée pour le stockage et la redistribution de la cocaïne en plus petites quantités vers l'Europe.

Du voilier de plaisance au conteneur en passant par l'avion

C'est au début des années 2000 que le phénomène est apparu au grand jour, à l'occasion de saisies spectaculaires réalisées essentiellement sur le vecteur maritime (Cf. encadré).

Dès la seconde moitié des années 2000, face aux interceptions croissantes et couronnées de succès, les organisations criminelles latino-américaines, en majorité colombiennes, aux remarquables facultés d'adaptation, ont commencé à utiliser une méthode alternative d'acheminement : des avions de plus ou moins grand gabarit remplis de cocaïne. Une grande partie d'entre eux décollent du Venezuela, qui est désormais devenu une très importante porte de sortie de la cocaïne du fait de sa proximité avec les zones de production en Colombie, pour atterrir en Mauritanie, en Sierra Leone ou en Guinée-Bissau (Voir encadré).

Saisies maritimes

En 2003, la marine espagnole interceptait notamment un cargo, le *South Sea*, avec 7,5 tonnes de cocaïne à son bord. L'ONUDDC pense que la drogue était transbordée sur l'archipel du Cap-Vert et que le navire était à l'ancre dans le port de Dakar³. Les trafiquants avaient alors pris l'habitude de charger la drogue sur des bateaux de pêche qui traversaient l'Atlantique à partir des côtes sud-américaines, en utilisant ce que les experts français appellent « l'A 10 », une voie très empruntée par les navires de commerce qui longe le 10^e parallèle⁴. Souvent, les cargos de la drogue mouillaient au large des côtes africaines et étaient rejoints par des petites embarcations qui ramenaient la marchandise sur le rivage. En avril 2006, un cargo chargé de 2,3 tonnes de cocaïne – dont la majorité a d'ailleurs disparu avec la complicité de membres des forces de l'ordre – accostait au port de Tema au Ghana. En octobre 2007, la marine espagnole interceptait en haute mer l'*Opnor*, un bateau battant pavillon panaméen, avec 3,7 tonnes à bord, à destination du Sénégal. En janvier 2008, un bâtiment de la marine française prenait en chasse, au large du Liberia, le *Blue Atlantic*, un cargo avec entre 2,4 et 2,5 tonnes de cocaïne à son bord. Le 7 février suivant, les Français faisaient une nouvelle prise record, cette fois à 260 km des côtes de la Guinée-Conakry, en stoppant le *Junior*, un bateau battant pavillon panaméen, chargé de 3,2 tonnes de cocaïne.

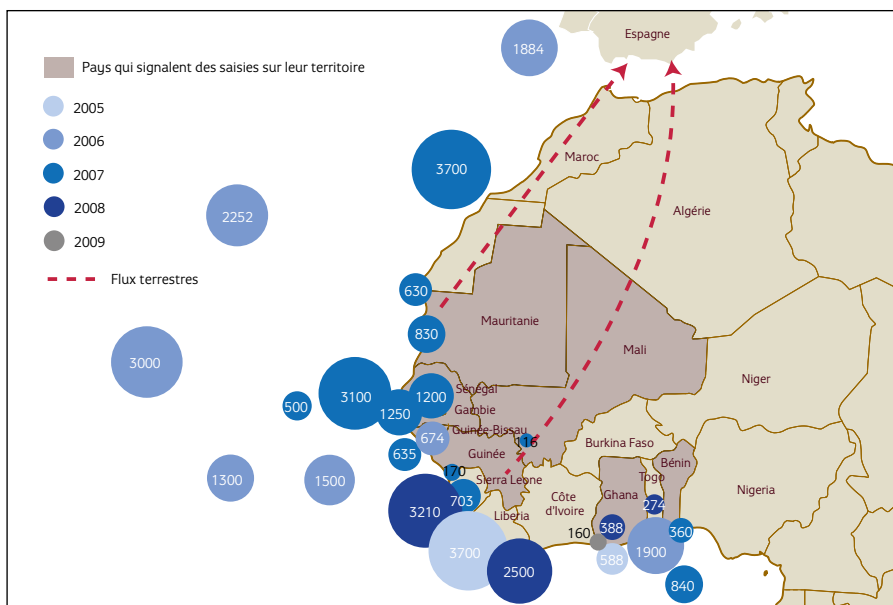
Aujourd'hui le vecteur aérien continue à être utilisé : le 14 août 2012, un jet privé en provenance du Venezuela s'est posé sur l'aéroport de la Grande Canarie en Espagne. Les policiers ont trouvé à bord 1,5 tonne de cocaïne. Selon les premiers éléments de l'enquête, l'aéronef devait se rendre à Cotonou, au Bénin.

Cependant, au vu des saisies récentes, les trafiquants semblent loin d'avoir renoncé au vecteur maritime. De fait, ils recourent de plus en plus aux flottes commerciales pour exporter la cocaïne vers l'Europe. La découverte de 1,5 tonne de cocaïne à bord d'un bateau au Cap-Vert, en octobre 2011, et l'interception par la marine espagnole en août 2012 d'un navire marchand, le *SV Nikolay*, chargé de 3 tonnes, le confirment, ainsi que la multiplication récente dans les ports africains de saisies de conteneurs de cocaïne (Voir encadré).

Saisies aériennes

En mai 2007, un petit avion de type Cessna 441 a été intercepté sur l'aéroport de Nouadhibou, en Mauritanie, avec plus de 630 kg⁵. En juillet 2008, c'est encore un Cessna 441, maquillé en avion humanitaire, qui a été découvert sur l'aéroport de Freetown en Sierra Leone, transportant 660 kg. Depuis 2005, de nombreux avions ont également été signalés, mais rarement interceptés, en Guinée-Bissau, atterrissant avec la complicité de la haute hiérarchie militaire, parfois sur l'aéroport international de la capitale, souvent aussi sur des pistes de fortune.

Principales saisies de cocaïne (en kg), Afrique de l'Ouest, 2005-2009 (ONUDDC-OFDT)



Les Latino-Américains s'implantent en Afrique

Cette arrivée massive de la cocaïne sur le continent africain a bien évidemment été favorisée par l'implantation durable des réseaux latino-américains à partir du début des années 2000. Fortes de leur longue expérience, les organisations colombiennes, qui avaient perdu le monopole de l'exportation de cocaïne vers les

3. *Transnational Organized Crime in the West African Region*, UNODC, 2005.

4. *The New Transatlantic Bonanza: Cocaine on Highway 10*, Antonio L. Mazzitelli, Western Hemisphere Security Analysis Center, 2011.

5. *Le trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest, une menace pour la stabilité et le développement*, ONUDDC, décembre 2007

États-Unis au profit des cartels mexicains [5], ont appliqué en Afrique des méthodes déjà bien éprouvées : s'installer sous couvert de sociétés parfaitement légales, comme des entreprises d'import-export, des pêcheries, des conserveries ou des sociétés de pisciculture. Dans la plupart des cas révélés au fil des enquêtes judiciaires, les trafiquants ont leurs hommes de paille ou trouvent des partenaires locaux, présentés comme leurs associés. Ils n'hésitent pas à mettre en avant des projets de développement, paravents idéaux pour leurs activités. Pour parfaire leur couverture, il n'est pas rare non plus que des *narcos* contractent des unions matrimoniales avec des Africaines ou des Européennes installées sur place.

Leur présence en Afrique de l'Ouest a été avérée à l'occasion de plusieurs affaires. En 2007, la saisie de plus de 2 tonnes de cocaïne par la gendarmerie sénégalaise près de la station balnéaire de Nianing, à 90 km au sud de Dakar, fut un cas exemplaire. Les représentants d'un réseau colombien avaient acheté une résidence à l'écart des villages de vacances où ils avaient installé du matériel de transmission pour communiquer avec un bateau mère mouillant au large. Ils avaient choisi comme couverture un projet d'aquaculture développé avec des partenaires sénégalais. Parmi les personnes arrêtées, on trouvait, entre autres, un Colombien, un Vénézuélien et un Argentin. L'un d'entre eux confirmera aux enquêteurs avoir été recruté par le responsable du trafic de drogue vers l'Afrique d'une organisation colombienne.

Des narcotrafiants latino-américains ont aussi été signalés à plusieurs reprises ces dernières années en Guinée-Bissau. En décembre 2005, lors de la découverte de 500 000 euros et 250 000 dollars américains à bord d'un avion en provenance du Ghana, parmi les

sept passagers arrêtés quatre étaient Colombiens. L'un d'entre eux, Juan Pablo Camacho, est resté en toute impunité à Bissau, la capitale, tandis que le reste du groupe a pu quitter le pays sans difficultés. Il sera arrêté en août 2007 avec un autre de ses compatriotes, lequel est alors directeur administratif et financier d'une société locale de bâtiment et travaux publics. Ils seront relâchés, officiellement faute de preuves, alors que, de l'aveu même de la ministre de la Justice de l'époque, Camacho a été condamné à cinq ans de prison aux États-Unis pour trafic de drogue [6].

Les trafiquants colombiens ont essaimé également en République de Guinée (Conakry), où ils étaient particulièrement bien implantés dans les dernières années de la présidence de Lansana Conté (1984-2008) (Cf. page 5). En 2009, un rapport interne de l'ONUDD⁷ révélera comment, jusqu'à la chute du président Conté, de nombreux trafiquants de drogue avaient non seulement pignon sur rue, mais étaient individuellement protégés par des bérêts rouges, autrement dit des soldats de la garde présidentielle, dont aucun n'a jamais été inquiété.

D'autres exemples ont démontré que toute la sous-région est concernée. En janvier 2009, au Togo, un Colombien, Jorge Solano Cortes, a été extradé vers les États-Unis. Il avait été arrêté, en novembre 2008, avec cinq compatriotes qui s'approprièrent à recevoir un avion chargé de plusieurs tonnes de cocaïne dans un petit aéroport du nord du pays. Les six hommes disposaient de laissez-passer faisant office de passeport, estampillés Cédéao (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest) délivrés par la Guinée-Conakry. Plus récemment, en février 2012, au Nigeria, les services antidrogues (Nigerian Drug Law Enforcement Agency) ont arrêté trois Boliviens, à

l'occasion du démantèlement d'un laboratoire de production de méthamphétamine, dont le trafic et la production apparaissent comme la nouvelle menace en Afrique de l'Ouest⁸.

Des relais autochtones efficaces en Afrique

Si les organisations criminelles latino-américaines se chargent d'acheminer la cocaïne en gros sur le continent, elles ont besoin de relais locaux, dont les plus puissants sont incontestablement les réseaux nigériens [7]. Ainsi, le 28 juillet 2011, un baron de la drogue nigérien, Chigbo Peter Umeh, a été condamné à trente ans de prison aux États-Unis dans le cadre du démantèlement, en mai 2010, d'un vaste réseau de trafic international de cocaïne qui devait prendre pied au Libéria. L'enquête judiciaire a montré que, pendant plusieurs mois, Umeh a travaillé étroitement avec un trafiquant colombien, Jorge Ivan Salazar Castano, membre d'un réseau opérant en Colombie et au Venezuela. Les deux hommes avaient été chargés d'approcher le directeur de l'Agence de sécurité nationale du Libéria (RLNSA). Ce dernier était en fait en contact avec la DEA (Drug Enforcement Agency), l'agence antidrogue américaine, ce qui a permis d'arrêter les deux hommes et plusieurs autres membres du réseau⁹. Cette affaire, parmi bien d'autres, confirme que les organisations nigérianes sont parvenues à se faire une place sur l'échiquier mondial du trafic de stupéfiants.

La puissance des réseaux nigériens

Pays le plus peuplé d'Afrique, avec plus de 130 millions d'habitants, le Nigeria est aussi celui qui compte le plus grand nombre de réseaux de délinquants « multicartes ». Ils passent en effet du trafic de jeunes femmes destinées à la prostitution dans les villes européennes aux arnaques sur Internet et au trafic d'héroïne et de cocaïne. En Afrique, ils sont présents dans pratiquement toutes les capitales, du Maroc jusqu'à l'Afrique

Le trafic par conteneurs

En juin 2011, l'Office de répression du trafic illicite de drogue (OCERTID) au Bénin, annonçait avoir mis la main sur une importante quantité de cocaïne au Port autonome de Cotonou. Selon la presse locale, 405 kg étaient cachés dans un conteneur, arrivé le 23 mai précédent. D'après les médias locaux, la cargaison en provenance du Brésil appartenait à un riche homme d'affaires nigérien. Le même mois, les autorités colombiennes avaient saisi dans le port de Carthagène un conteneur avec une cargaison de fertilisants agricoles dans lesquels se trouvaient 495 kg de cocaïne à destination, encore une fois, de Cotonou. Ce type d'affaire est devenu banal sur les côtes africaines. Les 11 et 15 juin 2011, au port de Lomé au Togo⁶, deux saisies successives, de 96 kg de cocaïne chacune, dissimulées dans des palettes en bois dans un conteneur contenant des cartons d'huile de soja, ont été réalisées. Un scénario similaire a été signalé le 22 juin – 141,5 kg de cocaïne à l'intérieur de bouteilles d'huile végétale – au port de Douala, au Cameroun. Le même type d'interception – 275 kg en deux saisies – avait été réalisé au port de Lagos au Nigeria en janvier de la même année. D'après l'ONUDD, 1 tonne de cocaïne a été saisie dans des conteneurs, entre 2009 et janvier 2011 au Nigeria et au Ghana. Au fil des opérations, les experts douaniers ont remarqué que les trafiquants préfèrent placer des quantités relativement faibles dans plusieurs conteneurs plutôt qu'une très grosse cargaison dans une seule « boîte » pour minimiser les risques de perdre la totalité de leur mise.

6. « Les conteneurs de la drogue », *Afrique Drogue*, [http://afriquedrogue.blogs.rfi.fr/], 11 août 2011.

7. ONUDD, *Initial Assessment Guinea*, mars 2009.

8. L'Afrique de l'Ouest est en train de devenir une zone importante de production de méthamphétamines destinées au marché asiatique. En témoignent les saisies de plus en plus nombreuses de précurseurs chimiques nécessaires à la fabrication de cette drogue. OICS, Rapport 2011.

9. « Comment se prépare et échoue une livraison record de cocaïne entre l'Amérique du Sud et l'Afrique », *Afrique Drogue*, 3 août 2011.

du Sud, où ils contrôlent largement l'approvisionnement en cocaïne. C'est à partir des années 1980 que les Nigériens ont étendu leur champ d'action au reste du monde à la faveur de leur implication dans le commerce de l'héroïne [8]. Ils ont d'abord servi de passeurs, avant de prendre, pour une part, le contrôle de son transport à travers le monde. On les retrouve en Inde, au Pakistan et en Thaïlande où ils se fournissent en héroïne. Ils traitent directement avec les organisations criminelles asiatiques du Triangle d'or, formé par la Birmanie, la Thaïlande et le Laos, ou les triades chinoises. Rapidement, ces nouveaux « parrains » sont donc devenus des acteurs incontournables du trafic de l'héroïne en Europe et aux États-Unis. Ils ont donc compris qu'ils pouvaient aussi tirer d'immenses profits de la cocaïne. Les « boss », comme on les surnomme, ont donc été se fournir directement à la source dans des pays producteurs comme la Colombie ou la Bolivie, ou encore au Brésil et au Venezuela. De là, ils recrutent des passeurs africains, brésiliens ou européens chargés d'acheminer la drogue vers les États-Unis ou l'Europe¹⁰.

En Inde, la presse fait régulièrement état d'arrestations de trafiquants nigériens pour trafic de cocaïne¹¹. En Arabie saoudite, les arrestations et condamnation à la décapitation de passeurs nigériens sont fréquentes depuis déjà de longues années.

En Europe, les Nigériens sont également présents en Grande-Bretagne, l'ancien colonisateur, et aux Pays-Bas, tandis que des « mules » nigériennes sont régulièrement signalées, notamment en France, en Espagne, au Portugal, en Italie et jusqu'en Suisse et en Pologne.

Leur mode de fonctionnement est très différent des mafias ou des cartels. Les études menées sur ces réseaux ont démontré qu'il s'agit généralement de « petites entreprises », dirigées par des individus recrutant initialement au sein de leur groupe ethnique, en particulier dans le sud-est et le sud-ouest du Nigeria. L'absence de structure pyramidale rend leur démantèlement très difficile. Les services de police à travers le monde rapportent que les interrogatoires de passeurs ouest-africains se révèlent souvent infructueux, car ils ne savent souvent rien de ceux qui les ont réellement recrutés. L'autre difficulté à laquelle sont confrontés les services antidrogues est que les membres de ces groupes concluent des pactes mystiques imposant le secret. Or, ces pactes supposent que celui qui le rompt risque la mort, voire expose sa famille à des représailles. Le fait que les membres permanents ou ponctuels de ces réseaux soient recrutés sur une base familiale ou ethnique crée un obstacle supplémentaire à leur démantèlement. Selon des spécialistes du Nigeria, il est fréquent que les membres d'un réseau utilisent des

codes traditionnels ou des langues locales parlées uniquement dans un sous-groupe ethnique particulier, avec comme conséquence que des membres d'une même ethnie, mais issus de sous-communautés différentes, peuvent ne pas se comprendre entre elles. Ce qui rend l'infiltration de ces réseaux d'autant plus complexe.

Nouvelle preuve de leur puissance et de leur capacité d'adaptation, les groupes criminels nigériens sont désormais aussi très actifs dans la production de méthamphétamine destinée à l'Asie. Au moins deux laboratoires de méthamphétamine ont été démantelés au Nigeria depuis 2011. En février 2012, des Nigériens et trois Boliviens ont été arrêtés dans les environs de Lagos, démontrant la collusion entre les organisations criminelles locales et des réseaux latino-américains.

Des acteurs criminels régionaux

D'autres organisations criminelles de moindre envergure interviennent également dans le trafic. Au Ghana, importante plaque tournante de la cocaïne et de l'héroïne, des réseaux bien structurés agissent également sur le plan international. Dans la zone sahélo-saharienne, des trafiquants et intermédiaires maures, touareg et sahraouis, déjà actifs dans la contrebande de cigarettes, de haschich ou d'armes, jouent un rôle clé dans le transport d'importantes quantités de cocaïne. On retrouve par ailleurs d'autres Africains comme passeurs ou trafiquants de moindre envergure. Parmi eux, des Sénégalais, des Sierra-Léonais, des Guinéens, des Bissau-Guinéens, des Capverdiens, des Togolais, des Béninois, des Angolais et des Sud-Africains. Ces relais locaux constituent un facteur non négligeable dans la diffusion régionale de l'usage de cocaïne. Ce phénomène, quoique émergent, est favorisé par le paiement en nature des intermédiaires, lesquels n'hésitent pas à écouler localement leurs produits auprès des nouvelles classes moyennes engendrées par le développement économique. Selon les données publiées en 2012 par l'ONU DC dans son rapport annuel, en Afrique, entre 0,2 % et 0,8 % des 15-64 ans auraient consommé de la cocaïne dans l'année, soit de 940 000 à 4,4 millions de personnes. Les pays africains qui rapportent une progression de l'usage sont la Côte d'Ivoire et le Mozambique.

Plus discrètes et hermétiques, mais non moins puissantes, des organisations libanaises jouent, elles aussi, un rôle clé, par l'intermédiaire de l'importante diaspora installée dans la région. Notamment au Togo, indique le Département d'État américain, ou encore au Sénégal et en Guinée-Bissau, affirment des sources de renseignement. Les milieux du grand banditisme français, hollandais, britanniques s'intéressent également au

continent africain. Des petits réseaux issus des banlieues françaises ont aussi été mis au jour par les services français de lutte contre les stupéfiants, avec notamment le démantèlement en 2008 de la filière dite « Bamako », menée par un groupe de caïds des cités de la région parisienne [6]. Plus récemment, la présence de trafiquants espagnols (l'Espagne est la première destination de la cocaïne latino-américaine en Europe) a été citée dans plusieurs affaires au Mali et au Maroc.

Enfin, depuis déjà de longues années, les organisations criminelles continuent à recruter des passeurs, les « fourmis » du trafic, régulièrement arrêtés dans les aéroports africains et européens. Des « mules » de toutes nationalités, africaines mais aussi fréquemment européennes, pour éviter les soupçons.

Une menace pour les États de la région

L'irruption de la cocaïne et des réseaux qui lui sont liés est, en outre, venue renforcer une tendance, déjà constatée depuis les années 1990 en Afrique, à l'infiltration des appareils d'État par les organisations criminelles [9]. Les narco-trafiquants ont en effet réussi à pénétrer les hautes sphères du pouvoir dans un grand nombre de pays ouest-africains. Dans un entretien récent¹², Amhedou Ould Abdallah, ancien représentant du secrétaire général des Nations unies en Afrique de l'Ouest, estimait que « beaucoup de dirigeants, à travers des relations de famille, ou à travers leurs propres relais, sont connectés au trafic de drogue de la région ». Et il ajoutait : « Les facilités dont bénéficient certains relais notoires des cartels d'Amérique latine laissent penser que le système dans nos pays est assez gangrené. Quand on voit les difficultés que les États-Unis ont à travailler avec les pays d'Amérique latine, on imagine, dans quelques années – si ce n'est pas déjà le cas –, la difficulté que les Occidentaux au-

10. Ils y sont si bien implantés que certains y sont devenus de véritables parrains, comme Peter Christophe Onwumere, chef d'un de ces réseaux au Brésil, arrêté à São Paulo en mars 1997. « L'enquête démontrera qu'il achetait la cocaïne en Bolivie et que des passeurs brésiliens ou boliviens la transportaient à São Paulo par lots de dix à quinze kilos. Là, elle était emballée et expédiée sous le contrôle d'une « mule » européenne. Le prix du kilo de cocaïne acheté en Bolivie se situait entre 1 000 et 2 000 dollars ». Guaracy Mingardi, « L'argent et le trafic de drogue à Sao Paulo », in *Revue internationale des sciences sociales*, 2001-3 (n° 169), p.423.

11. « Nigerian drugs kingpin aide arrested with cocaine worth Rs 60 lakh », *Times of India*, 5 août 2012.

12. « Beaucoup de dirigeants sont connectés au trafic de drogue en Afrique de l'Ouest », *Afrique Drogue*, 3 février 2012. Entretien avec l'auteur.

ront à travailler avec les pays d'Afrique de l'Ouest. »

À partir de 2007, tous les regards se sont tournés vers la Guinée-Bissau, petit pays d'Afrique de l'Ouest enclavé entre le Sénégal et la Guinée Conakry. De nombreux rapports et témoignages ont confirmé le rôle clé de l'armée jusqu'au sommet de la hiérarchie dans le trafic de cocaïne [6]. Rôle qui ne se dément pas actuellement¹³. Étroitement liés à différentes factions au sein de l'armée, les principaux partis politiques n'échappent pas non plus aux soupçons. Beaucoup s'interrogent encore d'ailleurs sur les raisons de l'assassinat du président Nino Vieira, du chef d'état-major des armées Tagmé Na Waï, et d'autres personnalités politiques en 2009. Ces meurtres étaient-ils liés à la drogue ? Aucune enquête sérieuse n'ayant été menée, il est impossible de l'affirmer. Mais l'arrivée de la cocaïne dans ce pays chroniquement instable a incontestablement attisé les tensions.

Au même moment, la situation était tout aussi inquiétante en République de Guinée (Conakry) voisine. En 2008, le Département d'État américain évoquait des « *rapports, non confirmés, selon lesquels des membres de la famille de hauts responsables gouvernementaux sont impliqués et facilitent la distribution de stupéfiants ou le blanchiment d'argent de la drogue* ». Le 23 février 2009, Ousmane Conté, l'un des fils du président tout juste décédé Lansana Conté, a été arrêté. Ancien chef de la garde présidentielle, il a avoué « *avoir participé au trafic de drogue* », avant de se rétracter et d'être libéré quelques mois plus tard. La République de Guinée (Conakry) a, elle aussi, été une très importante plaque tournante de la cocaïne en Afrique, souvent en lien avec la Guinée-Bissau. Et des soupçons pèsent sur de nombreux militaires et personnalités politiques de l'ancien régime qui n'ont jamais été inquiétés.

D'autres exemples donnent une idée de ces relations entre les autorités locales et les trafiquants dans la région. Au Bénin, en juillet 2006, 100 kg de cocaïne ont été découverts chez un ancien ministre des Finances. En Sierra Leone, à la suite de l'interception d'un avion chargé de cocaïne, en juillet 2008, plusieurs hauts responsables, dont le ministre des Transports, ont été mis en cause. En octobre 2008, le fils d'un ancien président mauritanien a été condamné à sept ans de prison au Maroc pour trafic de cocaïne. Toujours en Mauritanie, l'acquittement dans des conditions suspectes, en juillet 2011, de cinq trafiquants de cocaïne, dont un Français, par la cour d'appel de Nouakchott, a mis en lumière les dysfonctionnements et les complicités dont bénéficient les trafiquants de drogue parmi certains membres de la haute administration.

Droque, terrorisme et instabilité régionale

En quelques années, les narcotrafiants ont donc noué des complicités si haut placées ou avec des groupes armés si puissants qu'ils pèsent désormais sur le devenir de certains États. Dès le milieu des années 2000, l'ONUDD a souligné les risques de déstabilisation pour toute la région. Il y a d'abord eu la Guinée-Bissau où l'irruption de la cocaïne a accentué la violence politique. Puis, il y a eu le Mali. Au cours des années 2000, le développement du crime organisé dans le nord du pays a pris une tournure bien plus dangereuse que les classiques activités de contrebande, qui sont, depuis des décennies, le lot commun de cette région frontalière de la Mauritanie, de l'Algérie et du Niger [10]. Depuis les années 1980, le trafic de cigarettes et plus tard les filières d'immigration clandestine avaient installé un système de corruption des différents représentants de l'État dans la région (douaniers, militaires, administrateurs), ce qui a ouvert la voie au trafic de stupéfiants – d'abord de haschich marocain puis de cocaïne –, lequel a pris un essor sans précédent du fait de la volonté des organisations criminelles de déjouer les contrôles renforcés le long de la frontière algéro-marocaine, sur les côtes d'Espagne et dans les aéroports européens.

Pendant longtemps, l'absence de saisies importantes de cocaïne rendait difficile l'évaluation de l'ampleur du phénomène. Mais la découverte, en novembre 2009, de la carcasse calcinée d'un Boeing 727-200 ayant transporté entre 7 et 11 tonnes, a apporté la preuve qui manquait. Cette affaire, baptisée par les médias maliens « *Air cocaïne* », a soudainement révélé l'ampleur du phénomène¹⁴, de même que les complicités existant au sein de l'armée et de l'État malien.

Parallèlement, les prises d'otages d'Européens et, dans une moindre mesure, d'Algériens, menées par les terroristes d'Aqmi (al-Qaïda au Maghreb islamique) ou d'autres organisations se réclamant d'al-Qaïda comme le Mujao (Mouvement pour l'unicité du Jihad en Afrique de l'Ouest), sont devenues une activité extrêmement lucrative. Elles ont enrichi les terroristes, mais aussi des intermédiaires. On a très vite compris aussi que des passerelles existaient entre certains groupes terroristes et des narcotrafiants maliens, les deux se confondant même parfois.

C'est dans ce contexte, que sont intervenus successivement le soulèvement des touareg du MNLA (Mouvement national pour la libération de l'Azawad) en janvier 2012, puis un coup d'État militaire contre le président malien Toumani Touré, en mars. En avril, les rebelles du MNLA ont pris le contrôle de tout le nord du pays, avec le soutien des islamistes d'Ansar Eddine, du Mujao et d'Aqmi. Ces groupes extrémistes ont fini par prendre l'ascendant sur le MNLA.

À l'instar des talibans lorsqu'ils dirigeaient l'Afghanistan entre 1996 et 2001, les nouveaux maîtres d'une région grande comme deux fois la France ont instauré la terreur. Un régime où se côtoient des islamistes purs et durs et des trafiquants de drogue reconnus comme tels. Cette situation est une menace pour la stabilité de toute la région. Mais elle l'est aussi pour l'Europe, destination finale d'une grande partie de la drogue et cible privilégiée d'al-Qaïda ■

13. « Armée et cocaïne font toujours bon ménage en Guinée-Bissau », *Afrique Drogue*, 27 juin 2012.

14. La cocaïne était acheminée jusqu'au Maroc par un réseau incluant des Espagnols, des Français, des Marocains, des Maliens et des Sénégalais. *Organized Crime and the conflict in the Sahel-Sahara region*, Op.Cit.

Bibliographie

[1] ONUDD, *Rapport sur la situation du trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest*, New York, septembre 2007.

[2] OICS, *Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2011*, New York, 2012.

[3] COUTANSAIS (C.P.), *Géopolitique des océans, l'eldorado maritime*, Ellipses, 2012.

[4] OGD (Observatoire géopolitique des drogues), *Les Drogues en Afrique subsaharienne*, Karthala, 1998.

[5] OLVERA (J.-C.), GANDILHON (M.), « Les cartels mexicains : de l'Amérique latine à l'Europe », *Drogues, enjeux internationaux* n° 3, OFDT, 2012.

[6] CHAMPIN (C.), *Afrique noire, poudre blanche*, André Versaille, 2010.

[7] QUÉRÉ (S.), *Les Organisations criminelles nigérianes*, université de Paris II, départements de recherche sur les menaces contemporaines, 2002.

[8] FOTTORINO (E.), *La Piste blanche : l'Afrique sous l'emprise de la drogue*, Balland, 1991.

[9] BAYART (J.-F.), ELLIS (S.), HIBOU (B.), *La Criminalisation de l'État en Afrique*, Éditions Complexe, Bruxelles, 1997.

[10] JULIEN (S.), « Le Sahel comme espace de transit des stupéfiants. Acteurs et conséquences politiques », in *Hérodote* n° 112, *Géopolitique du Sahara*, 3^e trimestre 2011, La Découverte.

Dans cet ouvrage original, Michel Koutouzis, expert international en matière de criminalité, et Pascale Perez, géographe, nous proposent une analyse géopolitique globale des principaux trafics se déployant à l'échelle planétaire : si les trafics de stupéfiants sont particulièrement présents, ceux des médicaments, des armes, des contrefaçons et des êtres humains sont aussi évoqués, sans omettre les flux illicites financiers. Au travers de descriptions qualitatives, fondées notamment sur des entretiens ethnographiques avec des acteurs criminels, les auteurs proposent une analyse riche en informations des flux illicites mondiaux au croisement de la géographie, de l'ethnologie et de la criminologie.

Dès l'introduction, les auteurs présentent l'évolution de la criminalité mondiale en insistant sur la professionnalisation des organisations criminelles. S'inscrivant dans des stratégies globalisées, ces groupes imitent désormais les organisations de l'économie licite par la diversification de leurs activités et par l'importance croissante de leur présence dans les places financières off-shore en vue du blanchiment (Cf. *Drogues, enjeux internationaux* n°2). Ce phénomène est connecté à la prise de contrôle – via la corruption des pouvoirs publics – de zones périphériques situées à proximité des marchés de destination finale. Ainsi s'instaure une division du travail régionale entre les pays de transit des flux illicites et ceux destinés au blanchiment des revenus engendrés par ces mêmes flux. C'est le cas par exemple pour la cocaïne destinée à l'Europe, qui transite pour partie en Haïti et en République dominicaine, tandis que les Îles Vierges se spécialisent dans le blanchiment de l'argent de la drogue.

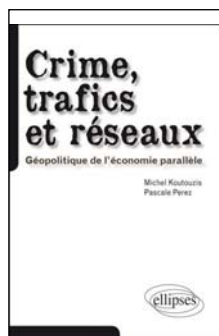
En conséquence, les États déstabilisés voient s'installer une corruption structurelle, dépassant largement la simple facilitation des trafics, qui tend à devenir à long terme un outil de contrôle des autorités.

Pour assoir cette démonstration, les auteurs décrivent l'apparition du crime organisé dans ces zones au travers de descriptions ethnologiques des acteurs opérant dans ces espaces de rebond et de transit : ports francs comme à Dubaï, zones de non-droit mais aussi le long des routes empruntées par les contrebandiers, comme en Mauritanie ou au Mali.

Plusieurs facteurs expliquent, selon les auteurs, ce renforcement des groupes criminels transnationaux. Au premier rang se trouve la dérégulation de l'économie mondiale. Celle-ci aurait nettement favorisé les activités illicites, au travers notamment d'une diminution des contrôles étatiques sur les flux financiers et marchands. Aujourd'hui, les puissances publiques se trouvent prises en étau entre deux exigences antagonistes : celle de la fluidification des échanges et celle associée à la lutte contre la criminalité, laquelle profite de la mondialisation marchande. Plus encore : pour les auteurs, les élites politico-économiques, de l'Europe et des États-Unis notamment, en promouvant l'idéologie de la dérégulation, développent une myopie extrême vis-à-vis du crime organisé, laquelle serait en outre partagée par une opinion publique idolâtrant le modèle de l'entrepreneur, dont le trafiquant est désormais un avatar romantique.

Le deuxième point ayant favorisé le crime organisé depuis 2001 est la volonté d'orienter l'action policière sur les possibilités locales de financement du terrorisme via les trafics de drogues, au détriment de la lutte contre les groupes criminels transnationaux. Le livre se termine sur un bilan critique de la guerre à la drogue lancée par les États-Unis à la fin des années soixante. Au vu du renforcement du trafic mondial de stupéfiants depuis une vingtaine d'années, malgré l'importance croissante des moyens de lutte, les auteurs pensent qu'il s'agit d'un impératif.

David Weinberger (INHESJ)



**Michel Koutouzis,
Pascale Perez**

Crime, trafics et réseaux : géopolitique de l'économie parallèle.

Éditions Ellipse 2012

À signaler

Drogues, enjeux internationaux signale quelques rapports et publications récents sur la question de l'offre de drogues.

Ouvrages

BINSONG (H.), *Le Crime organisé en Chine, des triades aux mafias contemporaines*, CNRS éditions, 2010.

Une synthèse sur l'histoire millénaire du crime organisé en Chine. L'auteur, criminologue à l'université de Pékin, décrit notamment la manière dont les organisations criminelles ont profité de la politique d'ouverture économique inaugurée à la fin des années 1970 par Deng Xiaoping en s'insérant entre autres dans le trafic de stupéfiants.

DABENE (O.), *Atlas de l'Amérique latine, le continent de toutes les révolutions*, Éditions Autrement, 2012.

Nouvelle édition revue et augmentée. Histoire, géographie, culture, et ... crime organisé avec un chapitre dédié au commerce illicite de stupéfiants.

SAINT-VICTOR (de) (J.), *Un pouvoir invisible : les mafias et la société démocratique (XIX^e-XXI^e siècles)*, Seuil, 2012.

Une histoire de la naissance et de l'essor des mafias italiennes. Du vol de bétail au trafic transnational de cocaïne, de Palerme à New York, l'auteur analyse au fil du temps les rapports tourmentés entre le crime organisé et les élites politiques et économiques en montrant notamment que, loin d'être un produit du féodalisme et de l'arriération sociale, le phénomène mafieux est, dès l'origine, au cœur de la modernité.

Articles

GAYRAUD (J.-F.), SAINT-VICTOR (de) (J.), « Les nouvelles élites criminelles. Vers le crime organisé en col blanc. », in *Cités* n° 51, PUF, 2012. *Au-delà de la simple délinquance opportuniste ou mafieuse, les auteurs montrent comment la mondialisation a permis l'émergence d'une véritable criminalité organisée en col blanc.*

GOMEZ DEL PRADO (G.), CUSSON (M.), « La logique interne du meurtre et de la peur en Colombie », *Revue internationale de criminologie et de police technique et scientifique*, vol. LXV, n° 2, 2012.

Rapports internationaux

OEDT (Observatoire européen des drogues et des toxicomanies), *Rapport annuel 2012, État du phénomène de la drogue en Europe*, Lisbonne.

Le rapport revient en particulier sur les transformations du marché des stimulants avec la multiplication des nouveaux produits de synthèse et l'émergence d'une production domestique de cannabis en Europe.

UNODC (United Nations Office on Drugs and Crime), *Transnational Organized Crime in Central America and the Caribbean, a Threat Assessment*, Vienne, 2012.

Directrice de la publication : Maud Pousset (OFDT)
Comité de rédaction : Michel Gandilhon (OFDT), Julie-Émilie Adès (OFDT), Stéphane Quéré (DRMCC/Paris-II), David Weinberger (INHESJ)
Documentation : Isabelle Michot, Anne de l'Épervier
Infographiste : Frédérique Million
Remerciements à Marie-Line Tovar (OFDT)



3, avenue du Stade-de-France
93218 Saint-Denis-La-Plaine cedex
Tél. : 01 41 62 77 16
Fax : 01 41 62 77 00
e-mail : ofdt@ofdt.fr